



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

24/03/2024

23 mars 2024 COMBATTRE ENSEMBLE L'IMPERIALISME

Libération de Georges Ibrahim Abdallah

Nous avons décidé de placer cette initiative sous le mot d'ordre de la libération de Georges Ibrahim Abdallah, notre Parti Révolutionnaire COMMUNISTES participe depuis plusieurs années aux campagnes pour sa libération^[1].

Georges-Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais engagé dans la cause palestinienne et dans la lutte contre l'impérialisme, notamment auprès du FPLP et de Georges Habache marxiste et militant historique de la cause palestinienne, il en était le secrétaire-général. Georges Abdallah est un des fondateurs de l'organisation marxiste anti-impérialiste des Fractions Révolutionnaires Armées libanaises (FARL).

Arrêté en 1984, pour faux et usage de faux papier, il est condamné à la détention à perpétuité en 1987, pour complicité de l'assassinat, revendiqué par les FARL d'un espion de la CIA et d'un espion du Mossad, présentés comme des diplomates.

Il déclare au cours du procès : *« Si le peuple ne m'a pas confié l'honneur de participer à ces actions anti-impérialistes que vous m'attribuez, au moins j'ai l'honneur d'en être accusé par votre cour et de défendre leur légitimité face à la criminelle légitimité des bourreaux. »*

Georges-Ibrahim Abdallah est, selon le droit français, libérable depuis 1999. À l'exception de l'Italie, une incarcération d'une telle longueur est exceptionnelle dans les pays de l'Union Européenne, seuls les États-Unis font mieux ! *Munia Abu Jamal*, membre des Black Panthers est incarcéré plus de 42 ans (décembre 1981) et *Léonard Peltier* militant amérindien, membre des tribus sioux, depuis 47 ans.

Georges-Ibrahim Abdallah est le plus ancien prisonnier politique en France. En novembre 2003, la juridiction de la libération conditionnelle de Pau a ordonné sa remise en liberté. Dominique Perben, alors ministre de la Justice, fait appel de la décision, et le 15 janvier 2004, Georges Ibrahim Abdallah voit sa demande de libération rejetée. Entre 2004 et 2023, huit demandes de libération conditionnelle ont été refusées par la justice française, et deux autres n'ont pas été validées du fait de l'opposition de l'exécutif. Le 10 janvier 2013, la chambre d'application des peines de Paris, qui examinait l'affaire en appel, accède à sa demande de libération, en la conditionnant à un arrêté d'expulsion du territoire français. Fabius, ministre des Affaires étrangères, reçoit à l'époque un appel téléphonique de son homologue étatsunienne, Hillary Clinton, qui lui demande de ne pas rendre la liberté à Georges-Ibrahim Abdallah. Manuel Valls, alors ministre socialiste de l'Intérieur, refuse de signer l'arrêté d'expulsion. L'ingérence et les pressions étatsuniennes et israéliennes n'ont jamais cessé. Georges Abdallah en était bien conscient : *« Nous savons que la situation des prisonniers révolutionnaires n'est que formellement fonction des décisions judiciaires ; ce sont toujours les instances politiques qui en délimitent à la fois le contenu et le pourtour. C'est pourquoi elle est avant tout fonction du mouvement de luttes anticapitalistes et anti-impérialistes »*

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, en ces temps où les Palestiniens subissent la violence génocidaire, la colonisation, l'apartheid de l'État sioniste d'Israël, George-Ibrahim Abdallah n'est coupable de rien, il a seulement exprimé ses opinions politiques, qui n'ont pas pignon sur rue ni chez nos dirigeants, ni chez nos capitalistes, ni chez nos journalistes. La vengeance d'État doit cesser !

Nous exigeons que sa libération soit enfin prononcée et nous participerons à toutes les luttes pour y parvenir

INTRODUCTION

La réunion d'aujourd'hui a été précédée par des initiatives régionales, le texte introductif qui a servi de base aux débats peut être consulté sur notre site^[2]. Ces réunions ont permis d'avoir des échanges fructueux et enrichissants sur l'analyse de l'impérialisme stade *« suprême du capitalisme »* comme le qualifiait Lénine, et en particulier sur la définition de ce concept pour lever toutes ambiguïtés, ce qui est essentiel pour mener les luttes révolutionnaires.

Depuis que se sont tenues ces initiatives régionales, toutes les tendances que nous avons soulignées comme étant une accentuation des affrontements au sein du système impérialiste se sont encore intensifiées.

C'est particulièrement le cas dans **la guerre en Ukraine déclenchée par l'impérialisme russe** et par l'engagement accrue des États-Unis, de l'Union Européenne et de l'OTAN dans cette guerre qui ensanglante les peuples des deux anciennes républiques soviétiques, et dans la guerre **que mène l'État sioniste colonisateur d'Israël** contre le peuple palestinien qui lutte pour sa libération nationale.

Nous allons tout d'abord rappeler notre analyse sur ces deux guerres, montrer que les affrontements au sein du système impérialiste ne se résument pas à ces aspects paroxysmiques, éclairer la nature profonde du système impérialiste et dégager ainsi les axes de lutte nationale et internationale pour faire reculer les menées impérialistes et construire un monde de paix et de coopération s'appuyant sur la construction d'une société débarrassée de l'exploitation capitaliste de l'Homme par l'Homme.

La situation en Ukraine après deux années de guerre

Le conflit militaire de « *haute intensité* » déclenché le 24 février 2022 sur le territoire de l'Ukraine par ce que la Fédération de Russie qualifie d'*opération spéciale*, dure depuis deux ans. Deux années de guerre qui ont déjà fait plus de 100 000 morts et blessés, ont causé des destructions massives dont le montant dépasse plus de 15 milliards de dollars, le déplacement de 4 millions d'Ukrainiens à l'intérieur du territoire et l'émigration de 6 millions de personnes, soit 15% de la population. Plus de 40% d'ukrainiens ont besoin d'aides alimentaires. Avant la guerre, le taux de pauvreté était de 5 %, il est aujourd'hui de 35%. L'Ukraine est le pays le plus pauvre d'Europe.

En Ukraine comme en Russie des pans entiers de la population vont plonger dans une misère profonde. La guerre que se font par Ukraine interposée les capitalistes pèse et pèsera lourd pour les peuples.

Dans le même temps, les capitalistes ukrainiens, russes, ainsi que ceux des pays alliés, tirent des profits records de l'inflation, profitent des situations de pénurie pour augmenter leurs marges bénéficiaires et se gavent des crédits de l'industrie de l'armement : leurs profits flambent.

La fortune totale des milliardaires russes est passée de 353 milliards en 2022 à 505 milliards de dollars en 2023, (+ 152 milliards de dollars), le nombre de milliardaires quant à lui est passé de 88 à 110.

Selon un rapport de l'ONG Global Witness, les cinq grandes compagnies pétrolières européennes et américaines ont réalisé des bénéfices records : plus de 260 milliards d'euros depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Les bénéfices des entreprises liées aux secteurs de l'armement explosent : + 76% pour Renk fabricant allemand de boîte de vitesse pour véhicule blindés ; l'entreprise française Thales, spécialisée dans le développement de systèmes informatiques et d'autres services liés à l'industrie de l'armement a vu ses actions grimper de 55,6% depuis le 24 février 2022 ;

plus 26% pour Safran, fournisseur français de pièces d'avions et de véhicules blindés. La plus grande entreprise d'armement du monde, Lockheed Martin, a vu ses actions augmenter de 23,3% au cours de l'année écoulée.

Les causes de cette guerre

Notre parti a dès le début analysé les raisons qui ont conduit à cette situation. Elles prennent racine dans le processus de dissolution contre-révolutionnaire de l'Union Soviétique.

La lutte économique, militaire, politique (après 1945, la création de l'Europe capitaliste, le Pacte Atlantique, l'OTAN, l'arme atomique) ont été des facteurs décisifs de la disparition de l'URSS qui a été contrainte de consacrer l'essentiel de ses moyens pour faire face aux capitalistes qui dominaient le monde. Cette lutte de classe sans merci menée par le capitalisme mondial contre l'URSS a finalement abouti à sa disparition. 1990 a été un coup terrible pour le courant révolutionnaire.

La disparition des pays socialistes a modifié le rapport des forces. Des classes capitalistes prennent le pouvoir dans les anciennes Républiques soviétiques. Elles se sont livrées à une éradication de toutes traces de l'héritage soviétique, à une liquidation quasi-totale des conquêtes de la révolution socialiste. Les oligarques se sont enrichis en s'appropriant le potentiel industriel par le biais des privatisations, tandis que les travailleurs ont subi un choc terrible plongeant des millions d'entre eux dans la misère avec un recul sans précédent de leurs droits sociaux et politiques.

Dans la phase initiale de destruction de l'Union Soviétique, les dirigeants des classes capitalistes en formation ont reçu un appui direct des puissances impérialistes et ce tout particulièrement de la part des États-Unis. Rapidement des intérêts divergents quant aux zones d'influence à conserver ou à conquérir des uns et des autres ont pris le dessus.

Cette lutte pour le contrôle des ressources naturelles, des voies de communications, des marchés, de la force de travail et des sphères d'influence n'est rien de moins que l'expression de la concurrence acharnée que se mènent

les grands monopoles capitalistes et les États à leur service pour s'assurer les taux de profits les plus élevés et permettre l'accumulation du capital. L'Ukraine, parce qu'elle se trouve sur une zone de rencontre entre la sphère d'influence des États-Unis, de l'Union Européenne, de leur système militaire de l'OTAN et de la zone d'influence du camp eurasien dont la Chine et la Russie sont la colonne vertébrale a été un enjeu de domination pour l'un et l'autre camp^[3]. Si les oligarques russes et ukrainiens ont mis l'Ukraine en coupe réglée, ces derniers ont finalement choisi le camp euro-atlantique. Cela a été le facteur déterminant des politiques menées par la classe capitaliste ukrainienne.

La guerre qui se déroule sur le territoire de l'Ukraine est une guerre impérialiste^[4] et c'est ainsi que notre parti l'a analysée dans sa déclaration du 22 février 2022. Cette analyse, nous l'avons confirmée avec notre participation à la déclaration commune du 3 mars 2022^[5] de dizaines de parti communistes de par le monde qui déclarait : " « *Les développements de la situation en Ukraine, se déroulent dans le cadre du capitalisme monopolistique. Ils sont liés aux plans des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE et à leur intervention dans la région dans le contexte de leur concurrence féroce avec la Russie capitaliste pour le contrôle des marchés, des matières premières et des réseaux de transport du pays. Ces actions sont dissimulées par les puissances impérialistes, qui sont en conflit en promouvant leurs propres prétextes tels que la "défense de la démocratie", "l'auto-défense" et le droit de chacun de "choisir ses alliances", le respect des principes de l'ONU ou de l'OSCE, ou soi-disant le "fascisme", tout en détachant délibérément le fascisme du système capitaliste qui le suscite et l'utilise.* »

Les États-Unis utilisent la guerre pour maintenir leur domination sur le monde, la Russie utilise la guerre pour contester cet ordre, maintenir sa domination dans ce qu'elle estime être sa zone d'influence quel qu'en soit le prix à payer pour le peuple ukrainien, le peuple russe et le reste du monde. La guerre qui se mène sur le territoire de l'Ukraine est une guerre au sein du système impérialiste.

Je voudrais maintenant aborder

La lutte de libération nationale en Palestine.

Concernant l'action militaire du 7 octobre qui est analysée et présentée très largement par les politiciens et les médias comme une action "terroriste" contre Israël qui appliquerait légitimement le droit de se défendre. Ce n'est pas notre position, pour nous c'est un acte de résistance qui doit être replacé dans le contexte d'une guerre qui dure depuis près d'un siècle.

Concernant la guerre de l'État sioniste d'Israël contre le peuple Palestine, nous avons à répondre à deux questions fondamentales :

- *Pourquoi en sommes-nous arrivés là ?*
- *Qui est responsable ?*

Répondre à ces questions demande de revenir sur les choix stratégiques des puissances impérialistes Angleterre, France et États-Unis, combinés à ceux du mouvement sioniste déterminés à établir une colonisation de la Palestine au détriment et en remplacement des palestiniens. La résistance du peuple Palestinien a débuté entre 1882 et 1917, c'est-à-dire dès l'arrivée des premiers colons en Palestine, la première confrontation armée date de 1886 pour récupérer les terres de la première colonie sioniste de Petah Tikva établie sur les villages de Khadira et d'Al-Malbas.

Cette situation coloniale marquée par un processus d'expulsion s'est poursuivie pendant le mandat britannique sur la Palestine et s'est amplifiée avec la création de l'État d'Israël.

Ben Gourion, en mai 1948, écrivait « *Après la création de l'État, qui fera de nous une force puissante, nous abolirons la partition et nous nous étendrons à toute la Palestine. Ce qui compte n'est pas de maintenir le statu quo. Nous devons créer un État dynamique, orienté vers l'expansion* ». Quant à Rabin « *son rêve était de voir sombrer Gaza dans la Méditerranée* ». Cette volonté s'accompagne d'une violence contre les populations palestiniennes concernées et par un régime d'apartheid qui entraîne une lutte légitime de libération nationale : « *quand il y a oppression, il y a résistance* ».

Aujourd'hui, la solution décidée par le gouvernement sioniste soutenue par des puissances impérialités dont la France fait partie est l'annexion de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem, obtenue par une guerre génocidaire qui tue les palestiniens sous les bombes ou en les faisant mourir de faim. Ces États impérialistes qui livrent des armements, apportent un soutien inconditionnel à l'État sioniste : ils auront des comptes à rendre.

L'annexion pure et simple de la Palestine reprend un vieux rêve d'Yitzhak Rabin, qui convaincu de la suprématie juive en Palestine déclarait à la Knesset que sa vision était de donner aux Palestiniens « une entité qui est moins qu'un État ».

Le peuple palestinien avec le FPLP, le FDLP, le Fatah, les communistes et le Hamas mènent une juste lutte de libération nationale pour la création d'un véritable État palestinien. Les terroristes ce sont les sionistes.

Du 29 février au 2 mars, la Russie a organisé une réunion inter-palestinienne à Moscou.

Il n'y avait aucune illusion à se faire sur le rôle joué par la Russie impérialiste, elle trouvait seulement là l'occasion d'avancer des pions dans la lutte inter-impérialiste qu'elle mène, aux côtés des impérialistes chinois, contre le bloc impérialiste occidental. Lors de cette réunion, les organisations palestiniennes ont convenu de « *poursuivre le dialogue pour parvenir à une unité nationale globale incluant toutes les forces et factions palestiniennes dans le cadre de l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien* ». Elles ont également réitéré leur position de principe quant à l'unité de tous les territoires palestiniens conformément à la Loi fondamentale et la création d'un État de Palestine. Cet accord va dans le bon sens, celui de la nécessaire unité de toutes les organisations palestiniennes dans un but, non de compromission avec l'occupant, mais de résistance à l'occupation coloniale. L'unité des organisations palestiniennes dans un but de résistance est une nécessité. Mais nous savons bien que c'est seulement par la lutte nationale et internationale que les Palestiniens pourront se débarrasser de l'occupation, de l'apartheid, de la colonisation, toutes choses qu'incarne l'État sioniste depuis sa création unilatérale en 1948.

A partir de ce constat, la position du Parti Révolutionnaire Communistes est claire il s'agit d'en finir avec un État sioniste, colonial d'apartheid.

Le Parti Révolutionnaire COMMUNISTES soutien la lutte de libération nationale du peuple palestinien, son droit à un État sur le territoire historique de la Palestine, le droit au retour de tous les réfugiés. Il exige du gouvernement la rupture des relations diplomatiques et l'application de sanctions économiques.

Les affrontements au sein du système impérialiste ne se résument pas aux guerres

Le « nouvel ordre mondial » censé amener la paix et la prospérité dans le monde après la fin de l'URSS ou « la guerre de l'axe du bien contre le mal » menée par les forces impérialistes n'apportent à travers le monde que mort, misère et destruction.

Si depuis soixante-quinze ans l'Europe occidentale connaît la plus longue période de paix de son histoire, la réalité est qu'il n'y a pas eu depuis 1945 un seul jour sans guerre dans le monde, depuis soixante-quinze ans, les puissances occidentales n'ont cessé de mener la guerre en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine. Les alliances, retournements d'alliances entraînent des conflits et des guerres de plus en plus intenses. Tous les conflits, sans exception, sont menés pour asseoir la domination du capitalisme, pour contrôler les sources d'approvisionnement et les marchés mondiaux, la guerre en Ukraine en est un exemple. Pour imposer de force sa domination, l'impérialisme pille des pays entiers, déclenche des guerres, foule aux pieds l'indépendance des nations et des peuples.

Du fait même de la concurrence acharnée que se livrent les Impérialismes une nouvelle étape grosse de dangers, y compris celui d'une guerre internationale a été franchie. L'éditorial du journal *Les Echos* du 6 mars donne le *la* en affirmant : " *Aussi horrible que cela soit, nous devons faire de la guerre une opportunité dont nous tirerons les dividendes.*" Tout est dit en quelques mots : la guerre doit être un moyen pour les capitalistes de remonter les taux de profits au détriment, bien entendu, du salariat. Cette réalité n'est pas nouvelle elle est dans la logique même du capitalisme pour qui la guerre est un moyen de détruire du capital excédentaire, d'appauvrir les salariés et d'ouvrir une nouvelle période de croissance des profits et d'accumulation du capital.

Des menaces de conflits inter impérialistes se profilent. Les indicateurs de ce risque sont nombreux : discours bellicistes, politique de surarmement, budgets militaires, militarisation des esprits, stratégies interventionnistes vont en se multipliant. Macron, en fondé de pouvoir des intérêts capitalistes ne fait pas, ni ne dit autre chose quand il impose un fardeau de plus de 400 milliards à la nation pour accroître les budgets militaires et quand il affirme la nécessité d'envoyer des troupes au sol en Ukraine.

Le général Burkhard, nommé à la tête des armées, inscrit clairement la stratégie militaire de la France dans le scénario d'une guerre de haute intensité en déclarant que « *le soutien occidental à l'Ukraine pourrait aller au-delà de la seule livraison d'armes* ».

La cause des guerres prend sa racine dans le système lui-même, dans son besoin d'accroître sans cesse les profits et d'accumuler toujours plus de capital.

La lutte pour la paix et le désarmement sont un enjeu de la lutte des classes. Les sanctions économiques, sont un élément de la guerre que se mènent les puissances impérialistes. Avec les sanctions elles entendent redistribuer les cartes en affaiblissant leurs concurrents en accroissant leur marché. C'est une des armes utilisées contre la Russie par les Etats Unis et l'UE. L'affrontement économique a toujours été une dimension majeure des grands conflits militaires. C'est encore plus vrai dans une économie capitaliste mondialisée. Deux puissances, la Russie et la Chine n'acceptent pas la domination des États Unis. La Chine puissance capitaliste en plein développement entend prendre toute sa place dans la compétition internationale pour la domination des marchés et l'appropriation des sources énergétiques et minières. Elle est l'ennemi désigné des

Etats Unis ce dernier organise sa stratégie avec comme impératif l'affaiblissement de la Chine. Les États Unis lui disputent sa puissance par des sanctions économiques lourdes et l'organisation en Asie d'une structure militaire avec le Japon, l'Australie et ...le Royaume Uni. Les pays de l'UE, dans le cadre d'une OTAN dominée par les Etats Unis leur ont emboîté le pas, en faisant à leur tour de la Chine l'ennemi désigné et en augmentant de manière substantielle leurs budgets militaires. **Les luttes solidaires contre l'impérialisme, sa dénonciation comme fauteur de guerre, les luttes pour la paix et le désarmement sont un enjeu de la lutte des classes.**

L'UNION EUROPÉENNE une construction impérialiste au service des monopoles capitalistes
L'Union Européenne a été construite par les capitalistes pour les capitalistes, depuis sa création elle entend mettre les peuples sous leur domination. Elle s'en donne les moyens institutionnels, sécuritaires et militaires avec l'OTAN.

A l'origine c'est un outil pour mener la lutte contre l'URSS et aider à la pénétration du capital étatsunien dans cette partie du Monde. Elle veut donner les moyens au capitalisme européen de se renforcer, de se développer, d'occuper une place dans la concurrence capitaliste mondiale. Elle se donne l'objectif de supprimer tout ce qui entrave le développement de l'exploitation capitaliste. La suppression des Nations est pour elle une nécessité absolue en ce que les Nations condensent les acquis des luttes de la classe ouvrière.

L'Europe est un moyen de renforcer l'emprise des monopoles dominants sur les peuples de cette région du Monde. L'Europe a été créée et se construit pour accélérer le développement du capitalisme à dominante européenne.

En Europe, comme dans le monde, il y a d'un côté, le capital qui exploite le travail salarié pour le profit, de l'autre les travailleurs et les peuples.

Le capitalisme doit aujourd'hui aller de plus en plus loin et de plus en plus vite dans l'exploitation. Il doit faire baisser ce qu'il appelle le « coût du travail », imposer l'austérité aux peuples. L'Union Européenne est en compétition avec tout le « monde capitaliste » pour la « compétitivité » du capitalisme européen, pour faire repartir à la hausse les taux de profit. C'est une course effrénée pour le profit de ses multinationales pour conquérir des marchés. La liste est longue des affrontements entre les puissances capitalistes pour s'assurer leur place et leur domination dans la lutte pour la conquête des ressources naturelles, le contrôle des voies de communications et de la force de travail.

Nous sommes clairement opposés à l'Europe capitaliste. Nous avons une autre conception des relations entre les nations, des rapports entre les peuples en Europe. Nous luttons pour l'indépendance de chaque nation, contre tout organisme ou gouvernement supranational. La souveraineté, le rôle de chaque nation, ses acquis sociaux et démocratiques doivent être respectés. Nous sommes pour développer une large coopération dans tous les domaines : industriel, scientifique, technologique, culturel..., pour assurer le développement économique et social de chaque pays, en Europe et dans le monde.

Il ne peut pas y avoir de réorientation de l'Europe du capital pour aller vers une "Europe sociale".

Les problèmes sont communs à tous les pays européens :

Qu'ils soient gouvernés par la droite ou la social-démocratie ou encore l'extrême droite, la situation des salariés et des couches populaires continue de se dégrader et ce n'est pas l'UE qui va l'améliorer.

Il y a des luttes en Europe : en Grèce, en Espagne, en Italie, en Angleterre, en Allemagne, en France... Nous sommes pleinement solidaires de ces luttes, car c'est notre lutte.

L'Union Européenne est capitaliste, elle ne peut pas être sociale. Faire croire que les capitalistes pourraient la rendre « sociale », entraîner le peuple dans cette voie, c'est le détourner de la lutte nécessaire qui seule peut faire reculer le capital

La seule solution c'est la lutte anticapitaliste contre l'Union Européenne du capital.

C'est la lutte de classe qui fera avancer ces exigences et non des compromis avec le capital en Europe et en France. Il n'y a qu'une seule voie c'est développer la lutte sans concession contre l'Europe capitaliste.

Ce sont ces questions qui seront au cœur de notre bataille politique lors des élections européennes du 9 juin avec notre liste COMMUNISTES.

Notre parti a décidé à son IX^e congrès de présenter une liste à ces élections pour mener la bataille politique sur les questions du rôle et de l'orientation de l'UE. Il le fera sans développer la moindre illusion sur le caractère démocratique de cette élection, ni sur le rôle que peut jouer le Parlement européen pour défendre les intérêts des travailleurs en France et en Europe. C'est d'autant plus vrai que toutes les forces politiques représentées au Parlement acceptent le cadre de cette UE sans remettre en cause fondamentalement son caractère capitaliste et son inscription dans les rivalités impérialistes. En France, tous les gouvernements, droite, PS et ses alliés, ont œuvré à son développement, à la structuration de l'Europe capitaliste et imposé des reculs aux peuples.

La réalité, c'est le caractère capitaliste et impérialiste de l'Union Européenne. Nous nous attacherons à organiser les travailleurs dans la lutte contre le capitalisme en montrant que la seule issue c'est de mettre fin à ce système nuisible pour l'humanité et de construire une société sans exploitation de l'Homme par l'Homme, une société de coopération, de solidarité, de paix entre les peuples, une société socialiste

^[1] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/proche-et-moyen-orient/2472-exigeons-la-liberation-dun-ardent-defenseur-de-la-cause-palestinienne-georges-ibrahim-abdallah>

^[2] Cf. Hebdo n° 857 23/01/2024 « **Combattre ensemble l'impérialisme** »

^[3] <https://www.sitecommunistes.org/archives/ch341ukraine.html>, <https://www.sitecommunistes.org/archives/ch355uk.html>

^[4] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/europe/1784-ukraine-la-logique-d-escalade-militaire-en-cours-c-est-celle-des-affrontements-au-sein-de-l-imperialisme> ;

^[5] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/europe/1805-ukraine-la-face-apparente-d-un-conflit-plus-profond-et-plus-large-au-sein-du-systeme-capitaliste-mondialise>